

## L'AGRICULTURE PERIPHERIQUE DANS LE NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL

### REFLEXIONS SUR LA QUESTION DES SYSTEMES ALIMENTAIRES NATIONAUX

Par

*Kostas VERGOPOULOS \**

I. La crise économique mondiale actuelle a ses origines dans les années 1960. Les formes par lesquelles se manifeste la crise dans les pays périphériques sont très différentes des aspects qu'elle revêt dans les pays capitalistes avancés. Dans les métropoles, la situation se présente comme une *crise de surproduction*, suivie de toute la série de symptômes classiques (ralentissement de la croissance, chômage, etc.), alors que dans la périphérie, la conjoncture actuelle se manifeste comme découlant d'une réduction progressive de la *capacité d'importation* des économies dépendantes : surproduction d'un côté, relative sous-consommation de l'autre. Difficulté de vendre sur le marché international pour les uns, relative difficulté d'acheter sur le même marché pour les autres. Cette situation, pour conforme qu'elle fût avec le modèle typique proposé par la théorie des crises, n'en est pas moins originale sur le plan du fonctionnement global de l'actuel système économique mondial. En fait, cette crise découle du fonctionnement et de la structure de *l'inégal développement* à l'échelle mondiale, ainsi que des contradictions relatives qui se sont exacerbées notamment pendant les trente dernières années.

La structure monopoliste et la transnationalisation de la production à l'échelle mondiale ont comme conséquence qu'actuellement — pour la première fois dans l'histoire du capitalisme — la difficulté d'écouler la production s'exprime non pas par une classique baisse des prix, comme cela fut toujours le cas pendant les crises économiques précédentes, mais plutôt par une hausse des prix permanente et structurelle. L'explication de ce phénomène nouveau consiste dans le fait que, grâce à leur structure monopolistique, la production et le marché s'efforcent par la hausse des prix de rattraper ce qu'ils perdent par suite de la stagnation relative des marchés internationaux (1). Certes, cette difficulté ne provient pas d'une restriction absolue des marchés internationaux, bien que pour certains pays du Tiers Monde cela constitue une réalité incontestable ; plus précisément, sur le

---

\* *Professeur au Département d'Economie politique de l'Université de Paris VIII. Je tiens à remercier ici les amis, professeurs, chercheurs et étudiants, de l'Université centrale de Vénézuéla, en particulier les animateurs du Curso de Postgrado de la Facultad d'Agronomía, du Centro de Estudios del Desarrollo, ainsi que du CIARA, pour leur contribution précieuse dans l'élaboration des thèmes traités.*

*Le CODESRIA adresse ses sincères remerciements à la Revue Tiers-Monde pour lui avoir permis de publier cet article.*

plan global, il s'agit fondamentalement d'une difficulté croissante pour la demande internationale des pays du Tiers-Monde de se développer au même rythme que la production des métropoles du capitalisme avancé. Comme on peut le constater, la préoccupation majeure actuelle, tant pour les pays du centre que pour les pays de la périphérie, est la recherche de la compétitivité internationale.

Cependant, au centre, la recherche de la compétitivité constitue un moyen pour parer à la surproduction, notamment pour vendre plus dans certains cas, pour se spécialiser dans des produits nouveaux dans d'autres cas ou même pour liquider certains secteurs irrécupérables dans une troisième catégorie de cas. Par contre, à la périphérie, la recherche de la compétitivité est envisagée comme un moyen permettant de relancer l'insertion internationale, notamment par l'accroissement de la capacité d'importation de l'économie périphérique.

En d'autres termes, la crise mondiale actuelle installe en permanence les pays périphériques dans une crise profonde de leurs balances extérieures (2). Pendant les années 1960, à propos de la célèbre insuffisance des *liquidités monétaires internationales*, les débats sur la réforme du système monétaire international et notamment sur les possibilités de passer outre par rapport au carcan étroit de l'étalon — or, sur la nécessité de créer des droits de tirage spéciaux, sur le besoin de réactiver les formes du financement international, sur les organismes internationaux, etc, ne faisaient que refléter exactement cette situation découlant en définitive de *l'inégale croissance* à l'échelle mondiale.

Toutefois, force est de constater que ce qui à l'époque apparaissait comme une série de «difficultés», risque aujourd'hui de faire de plus en plus figure *d'impasses*, si des changements de structure fondamentaux n'interviennent pas assez rapidement dans le fonctionnement du système économique mondial (3).

La crise structurelle des balances extérieures des pays périphériques prend la forme d'un gonflement permanent de la *dette externe* de ces pays (4). Le gonflement de la dette extérieure, tout en permettant de maintenir la capacité d'importation des pays, impose un service de la dette absorbant déjà une part croissante des recettes d'exportations, qui par ailleurs sont déjà réduites. Les pays périphériques n'ont cessé de recourir aux *dévaluations* systématiques de leurs monnaies nationales et d'affronter le problème, de plus en plus insoluble, de maintenir leur degré de solvabilité internationale (5).

Dans ces conditions, l'explosion des prix pétroliers, à partir de 1973, ne pourrait que s'inscrire inévitablement dans le cadre de ces préoccupations, aussi bien du côté des métropoles que du côté des pays pétroliers périphériques : en définitive, la montée des prix pétroliers pourrait aussi être considérée comme un mécanisme de *financement forcé* d'un certain nombre des pays de la périphérie à partir de quelques pays du centre. On estime que les réserves en liquidités internationales des pays pétroliers, de 3,2 % de la disponibilité mondiale en 1973, sont passés à plus de 22 % des réserves mondiales en 1980 (6).

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le chemin inéluctable de la crise, notamment à partir du début des années 1970, soit celui de *l'industrialisation sélective* de certains pays ou zones de pays de la périphérie. Cette industrialisation sélective et limitée est considérée comme le seul moyen à la disposition du capitalisme métropolitain en vue d'élargir de façon stable, durable et structurelle ses marchés internationaux, notamment pour ses exportations des biens de technologie avancée et des biens d'équipement en général. Autrement dit, l'industrialisation limitée de certaines zones de la périphérie se présente comme le seul moyen pour susciter une *nouvelle demande* internationale, toujours croissante, pour les produits de pointe industrielle et technologique du centre.

Ce processus doit inéluctablement se diriger également vers la recherche d'un nouveau modèle d'intégration économique nationale, voire même vers la constitution des *systèmes nationaux de production*, capables d'atteindre les objectifs imposés par la nouvelle division internationale de la production.

Les politiques économiques actuelles dans les pays capitalistes en général se déclarent volontiers «néo-libérales», notamment pour souligner ainsi leur volonté de se décharger des préoccupations d'ordre de politique sociale, qui avaient prédominé depuis Keynes, ainsi que de l'ensemble du lourd fardeau des politiques héritées du Keynésianisme. Les nouvelles politiques cherchent à fonder les nouveaux systèmes productifs sur la mise en valeur des avantages économiques *absolus* en relation avec le marché international (7). Cependant la régression actuelle des politiques économiques vers des conceptions néo-libérales ne pourrait exprimer autre chose que la volonté d'organiser délibérément la liquidation des secteurs économiques traditionnels au bénéfice des nouvelles spécialisations industrielles sur la base d'avantages reconnus en fait comme absolus (8).

Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, les politiques économiques, repliées sur la perspective de la constitution des systèmes productifs nationaux, cherchent à se mesurer directement au marché international sur la base du seul et unique critère de la *compétitivité internationale* : cette voie est proclamée par les responsables des politiques économiques comme la seule qui permette aux pays périphériques de remplir de façon stable, durable et structurelle les fonctions de marché complémentaire élargi pour les besoins du capitalisme du centre.

Le gonflement pathologique de l'endettement extérieur des pays périphériques et la hausse brutale des prix du pétrole et de certaines matières premières correspondent exactement à la nécessité objective d'opérer certains changements de structure fondamentaux au sein du système international : il s'agit notamment de financer le transfert vers la périphérie de certaines branches industrielles en vue d'élargir les débouchés internationaux pour certaines productions de pointe du centre.

La dette extérieure, malgré son poids écrasant, fonctionne incontestablement comme un des mécanismes fondamentaux de financement pour la reconversion des structures productives existantes vers de nouvelles spécialisations industrielles. Par conséquent, il n'est pas étonnant que, parmi les pays périphériques les plus endettés sur le marché financier international, figurent précisément ceux qui sont relativement les plus industrialisés (9).

Les organismes internationaux, tels la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, etc., ne se lassent pas de recommander à l'adresse de tous les pays périphériques le modèle de la croissance tournée vers l'extérieur, vers les exportations. Les raisons de cette préférence sont trop évidentes et, d'ailleurs, le président R. Mac NAMARA l'a déjà précisé sans ambiguïté possible à plusieurs reprises : seule l'exportation peut apporter à un pays les devises nécessaires pour le financement de ses achats et de ses dettes contractées à l'étranger (10). Autrement dit, dans le cadre de la situation actuelle, on pense que seul le modèle de la croissance orientée vers les exportations pourrait permettre la maximisation structurelle et durable des importations, ainsi que la consolidation, en général du degré de la solvabilité internationale des économies périphériques. Et encore plus précisément, seule l'industrialisation limitée et tournée vers les exportations pourrait permettre l'intensification des importations des produits industriels du centre (11).

II. Dans le contexte de crise et de reconversion, les formes traditionnelles de dépendance agro-exportatrice affrontent des difficultés croissantes et, dans la plupart des cas, régressent. Instabilité ou restrictions des marchés internationaux, baisses des prix, détérioration des termes de l'échange sont les facteurs qui déterminent le déclin de l'agriculture traditionnelle. Pendant la dernière décennie, les prix des exportations des matières premières agricoles en Amérique latine ont pratiquement stagné à prix courants ; ils ont donc baissé à prix constants. Ceux des divers minéraux exportés ont même marqué, pendant la même période, une baisse de 30 % (12).

La crise des exportations traditionnelles est très probablement liée avec le phénomène de la reconversion manufacturière qui se manifeste effectivement dans un certain nombre des pays périphériques (13).

Les raisons de la quasi-unanimité du choix en faveur de l'industrialisation de type périphérique sont très évidentes : seule l'industrialisation permet à la périphérie d'élargir ses propres marchés internes pour l'accueil des biens d'équipement et de pointe en provenance du centre. Seule la spécialisation industrielle de type périphérique permet d'accéder à la nouvelle division internationale de la production et du commerce, dans des relations de complémentarité avec la reconversion au centre. Par conséquent, au sein du système mondial actuel, seule la spécialisation industrielle est encouragée, aussi bien par les conditions du marché international que par les conditions posées par les organismes financiers et commerciaux internationaux.

Par ailleurs, en ce moment de crise, le protectionnisme agraire dans les pays du centre implique pour les pays périphériques beaucoup plus de difficultés dans l'exportation des produits agricoles traditionnels que dans le placement des produits des nouvelles spécialisations industrielles (14).

Les politiques économiques au centre, en vertu d'un néo-libéralisme affiché, se permettent de plus en plus non seulement de relâcher la vigilance protectionniste, du moins pour certains secteurs industriels à relativement faible composition organique du capital, secteurs qu'elles jugent déjà condamnés — par exemple le textile, la sidérurgie, les chantiers navals, etc. —, mais d'organiser elles-mêmes délibérément la liquidation des secteurs entiers pour frayer ainsi le chemin aux nouvelles spécialisations au sein de la nouvelle division internationale de la production (15).

Ce n'est plus un simple sujet de discussions, mais un fait déjà accompli en grande partie : la recherche exclusive de la compétitivité internationale implique que les économies du centre abandonnent définitivement les secteurs à forte participation de main-d'œuvre, facteur dont les coûts sont incomparablement plus bas dans les pays de la périphérie. Cette situation complexe est associée dans les pays périphériques avec le déclin plus ou moins définitif de l'agriculture traditionnelle d'exportation, ce qui achève une phase amorcée depuis les années 1930.

On comprend bien que ce déclin se manifeste de multiples façons : baisses des prix pour les producteurs, formation des stocks de produits invendables, reconversion de la production agricole en faveur des produits correspondant à la demande des nouveaux marchés en expansion (16).

Une nouvelle demande vient se substituer à l'ancienne : ce n'est plus le marché des pays du centre, mais le *marché local* – interne ou régional – qui constitue le principal débouché en expansion pour la nouvelle agriculture périphérique (17). La situation traditionnelle de la dépendance fut caractérisée par la désarticulation de l'économie nationale, dans le sens que le capitalisme périphérique se définissait toujours plutôt par l'intégration internationale directe des secteurs productifs que par l'intégration nationale *entre* les secteurs. Or, cette situation traditionnelle est aujourd'hui en train de céder la place aux formes découlant de la nouvelle spécialisation internationale, ce qui implique forcément une plus forte intégration nationale parmi les secteurs économiques de chaque pays. La recherche de la compétitivité internationale nécessite la mise en valeur de toutes les possibilités en potentiel productif et humain dans chaque pays. Autrement dit, le déclin de l'agriculture traditionnelle d'exportation, s'exprimant par la compression des prix et des coûts de son fonctionnement, finit par donner lieu à une nouvelle agriculture orientée principalement vers le marché local – interne ou régional. La nouvelle agriculture est façonnée par la nécessité impérieuse de comprimer les frais de fonctionnement de la production primaire, ainsi que par l'objectif de l'économie nationale d'atteindre le niveau de la compétitivité internationale dans certaines branches industrielles.

En plus des nécessités de reconversion découlant de la crise de l'agriculture traditionnelle d'exportation, en plus des besoins imposés par la recherche de la compétitivité industrielle internationale, les économies périphériques ne peuvent plus se permettre de gaspiller leurs devises, déjà limitées et réduites, dans l'achat des biens alimentaires à l'étranger (18). La nécessité de réduire le volume des achats des produits alimentaires à l'étranger est devenue, surtout actuellement, impérieuse, à la suite de la *réduction dramatique* des recettes provenant des exportations dans la plupart des pays du Tiers Monde. Il devient clair, une fois de plus, que la crise internationale touche gravement le commerce international en premier lieu et par excellence le commerce des produits alimentaires. C'est surtout en période de crise internationale que les pays se posent le problème de la *sécurité alimentaire* et s'efforcent de construire une *base nationale* assurant l'autosuffisance nationale sur le plan alimentaire. Or le déficit alimentaire actuel dans les pays du Tiers Monde s'aggrave encore plus à cause de la forte croissance démographique : tout progrès réalisé sur le plan de la production alimentaire est aussitôt repris par la croissance élevée de la population (19).

Combattre le déficit alimentaire par la reconversion des structures agraires traditionnelles en structures produisant pour le marché local – interne ou régional – constitue un objectif fondamental pour la politique agricole actuelle dans le cadre de la recherche de la compétitivité industrielle internationale (20).

La politique de l'Etat mexicain face au problème alimentaire est, de ce point de vue, exemplaire : indépendamment du réalisme et de l'efficacité de ses projets, le SAM (Système alimentaire mexicain), fondé récemment par l'Etat, montre l'importance que le gouvernement attribue au problème du déficit alimentaire. Essentiellement, dans ce cas, il s'agit du besoin vital de combattre l'agriculture traditionnelle d'exportation et de promouvoir, sur des assises institutionnalisées, l'intégration nationale du secteur agricole. Autrement dit, pour la première fois dans l'histoire du capitalisme périphérique, on se pose la question d'en finir avec l'agriculture extravertie, qui fut traditionnellement le principal obstacle à l'intégration nationale, et d'intégrer une nouvelle agriculture au sein d'un *système national de production*.

Au Brésil et au Venezuela aussi, deux autres pays intermédiaires, la politique économique commence à se préoccuper de plus en plus d'en finir avec l'agriculture extravertie et d'élaborer des stratégies pour l'intégration nationale de la nouvelle agriculture.

En général, dans cette catégorie de pays, la préoccupation fondamentale est la suivante : réduire les coûts de fonctionnement de l'agriculture alimentaire, tout en augmentant l'offre des produits alimentaires dans le pays, dans la perspective d'une autosuffisance alimentaire nationale. Cette condition est considérée comme primordiale pour réduire les coûts du fonctionnement *de l'industrie*, ainsi que pour résoudre les problèmes découlant de la crise et de l'insuffisance croissante des recettes d'exportations.

Il serait intéressant de noter que le besoin de construire une agriculture alimentaire intégrée dans le système national de production se trouve être ressenti comme une tâche extrêmement *urgente*, en premier lieu par les pays périphériques plus avancés sur le plan de l'industrialisation ainsi que sur celui de la maximisation des recettes en moyens de paiements internationaux. Autrement dit, le besoin d'économiser des devises se pose certainement à tous les pays du Tiers Monde, cependant il est ressenti de manière plus aigüe chez ceux qui pourtant jouissent d'une relative abondance dans le domaine des liquidités internationales (21).

A première vue, il serait peut être paradoxal de constater que les pays pétroliers et ceux qui sont nouvellement industrialisés se préoccupent de façon plus angoissante de la question d'économiser des devises, de réorganiser leur système alimentaire national, de reconverter leur agriculture dans le sens de l'autosuffisance nationale. En fait, tous ces problèmes se trouvent profondément liés et accompagnent la problématique actuelle sur la recherche de la compétitivité industrielle internationale. L'économie de devises, en période de crise internationale, et l'autosuffisance alimentaire nationale constituent deux aspects fondamentaux de la politique actuelle des nouvelles spécialisations industrielles.

Cependant, la question de la sécurité alimentaire ne se pose pas de façon moins urgente et angoissante pour les pays périphériques moins industrialisés à revenu faible. Si pour les pays périphériques intermédiaires – pétroliers ou industriels –, la question du système alimentaire national se pose comme une condition de leur compétitivité internationale, la même question se pose aussi aux pays moins industrialisés, comme une condition de leur survie élémentaire. Si les premiers visent à économiser des devises pour maintenir leur lancée industrielle, les seconds ne visent pas moins à économiser aussi des devises dans les conditions de la pénurie relative qui résulte de la baisse de leurs recettes d'exportations. Si chez les premiers le problème alimentaire est suscité par l'industrialisation, chez les seconds le même problème surgit des récentes évolutions dans le fonctionnement de l'économie internationale : inflation occidentale, détérioration des termes de l'échange pour la périphérie, crise des exportations traditionnelles des pays du Tiers Monde, blocage des recettes provenant d'exportations.

Le cas de l'Afrique illustre bien la situation de cette catégorie de pays : depuis 1968, ses importations de produits alimentaires progressent au rythme très élevé de 22,17 % par an. Certes, ce taux de croissance impressionnant des importations alimentaires correspond aussi à la croissance de la population urbaine non moins impressionnante : + 5 % par an. Toutefois, on rappellera que l'économie africaine affronte aujourd'hui une demande alimentaire croissante qui dépasse de loin aussi bien la croissance démographique que le taux très élevé de l'urbanisation, et cela sur la base d'une dramatique chute de ses recettes d'exportations (cf. Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde, 1980*).

L'autosuffisance alimentaire nationale dans les pays africains et dans les pays à revenu faible en général ne cesse de diminuer rapidement dans tous les produits, et cela non pas à cause d'une industrialisation interne, mais plutôt à cause des modifications récentes dans la structure de l'économie mondiale. C'est ce contexte international qui pose avec urgence, pour les pays de cette catégorie aussi, le problème de la sécurité alimentaire ainsi que celui de la constitution des systèmes alimentaires nationaux ou régionaux.

En somme pour l'ensemble des catégories des pays périphériques, la question des systèmes alimentaires revêt une dimension urgente et fondamentale. C'est en ce sens que le groupe de « 77 » pays du Tiers Monde ne manque pas d'occasion pour souligner avec insistance que « l'autosuffisance alimentaire nationale fait partie du nouvel ordre économique international ». La liaison entre les systèmes alimentaires du Tiers Monde et le nouvel ordre international est aussi retenue comme une nécessité par les analyses de la FAO (22).

Ce processus social se trouve actuellement dirigé par le *système économique urbain* qui, dans certaines parties du Tiers Monde, est en train de passer du stade urbain-parasitaire dans celui de la formation industrialisée à des degrés variables. En même temps, les transformations des fonctions sociales de l'espace urbain dans ces sociétés impliquent aussi des mutations dans les relations agriculture/industrie, ainsi que d'importantes modifications dans les caractéristiques de la nouvelle demande locale, interne ou régionale, pour les produits agricoles :

- a) La demande internationale traditionnelle portait essentiellement sur des matières premières d'origine agricole ou minière et sur des produits de base non finis. Par contre, la nouvelle demande locale, émanant des populations nouvellement urbanisées et numériquement croissantes, pose de manière brutale la question des produits finis destinés à la consommation alimentaire urbaine ;
- b) La demande internationale traditionnelle avait toujours suscité des tendances extrêmes à la spécialisation agraire, sinon à des systèmes de monoproduction ou de mono-exportation à des degrés variables. Par contre, la nouvelle demande urbaine nécessite une *diversification* de la production, le développement des systèmes combinés de *polyculture* et *d'élevage*, enfin un produit total *composite*, aussi bien pour le producteur que pour le consommateur ;
- c) La consommation urbaine traditionnelle dans les pays périphériques avait toujours fait preuve d'un caractère oligarchique et parasitaire prédominant : elle n'a jamais été une consommation de masses, ni, à plus forte raison, une consommation des couches laborieuses. Par contre, aujourd'hui les nouvelles formations urbaines sont, par la force des choses, moins oligarchiques et moins parasitaires que par le passé : malgré le phénomène de la marginalisation croissante des populations dans les espaces péri-urbains, il est incontestable que les nouveaux systèmes urbains réussissent à incorporer des masses croissantes des travailleurs de la nouvelle industrialisation (23). La demande locale des produits alimentaires croît, en liaison avec les besoins croissants pour nourrir les nouvelles forces de travail urbaines : désormais il s'agira de plus en plus d'une consommation alimentaire incorporée dans le procès de la production ;
- d) Dans l'ancien système, le coût de la production agricole était comprimé au niveau de la rémunération du travailleur agricole, les rentes foncières et les profits restant intacts. Par contre, dans le nouveau système, l'objectif consiste à réduire non seulement le coût du facteur travail, mais aussi et surtout le *coût social* du fonctionnement de l'ensemble du secteur agricole. Il est évident que dans le premier cas, il s'agissait de comprimer la rémunération de la force de travail direct, alors que dans le second il s'agit surtout de comprimer aussi les profits et les rentes agraires. La recherche de la compétitivité internationale sur le plan industriel ou même la lutte pour la survie des pays à faible revenu exigent un système alimentaire national au service de la reproduction des forces de travail urbanisées, un système permettant de réduire au maximum le coût de la production alimentaire.

Les modifications dans le caractère et dans la structure de la demande pour les produits d'origine agricole dans les pays périphériques déterminent inévitablement autant des changements dans l'orientation et dans la structure de la production primaire. En même temps que les structures de la production agricole, tout le système alimentaire national se trouve en mutation profonde. La nouvelle demande urbaine nécessite très

précisément des produits alimentaires spécialement élaborés pour la consommation des masses urbanisées. La transformation industrielle des produits agricoles sur les places proches des nouveaux marchés devient autant fondamentale que la production primaire elle-même. En général, l'agriculture n'est plus considérée comme un secteur produisant simplement des produits de base ou des matières premières nécessitant une transformation industrielle lointaine, mais elle se précise comme le secteur de base produisant les aliments qui nécessitent une élaboration appropriée à l'intérieur des nouveaux espaces urbains. La convergence de cet ensemble d'activités – production primaire, fourniture de moyens de production agricole, transformation des produits agricoles en aliments, commercialisation, etc. – se développe actuellement sans précédent, en liaison avec les processus de l'urbanisation rapide que connaissent les pays périphériques et en particulier ceux de la nouvelle industrialisation. Une prise de conscience générale de la spécificité de la question alimentaire se trouve à l'origine du récent essor de la problématique sur les «politiques alimentaires» et sur les «systèmes alimentaires». Par ailleurs, cette convergence d'activités explique aussi la récente et impressionnante irruption des firmes agro-industrielles dans le domaine de la constitution des nouveaux réseaux alimentaires nationaux des pays du Tiers Monde.

Incontestablement, l'apparition des nouveaux marchés urbains dans les pays périphériques pose de façon urgente le problème de l'élaboration *sur place* des produits alimentaires pour la nouvelle consommation locale, nationale ou régionale. C'est certainement cette nécessité qui attire les nombreuses implantations récentes des firmes agro-alimentaires dans les pays périphériques ; cependant, la même nécessité explique aussi les appels systématiques aux groupes agro-alimentaires par les responsables des politiques économiques dans ces mêmes pays (24).

En effet, la modification des structures de consommation qu'entraîne l'urbanisation rapide fait que la dépendance par rapport aux importations alimentaires spécialisées augmente aussi rapidement. En d'autres termes, l'industrialisation et l'urbanisation du Tiers Monde, ainsi que les modifications en cours dans la structure de l'économie mondiale impliquent une dépendance croissante des pays périphériques en général par rapport aux importations alimentaires spécialisées. Sur ce plan, les implantations des réseaux agro-alimentaires à l'intérieur des pays périphériques, fussent-elles inscrites dans le cadre de la politique des firmes transnationales, peuvent toujours apparaître comme des «solutions» provisoires permettant aux pays d'économiser des devises.

Pourtant, l'implantation des industries agro-alimentaires dans les pays périphériques, tout en correspondant aux besoins actuels immédiats des économies nationales, risque d'aboutir à une prise en charge par ces firmes non seulement du secteur de l'élaboration industrielle des produits alimentaires, mais aussi de la production primaire elle-même.

Inutile de rappeler que l'objectif implicite, et parfois même explicite, des firmes agro-industrielles reste toujours de prendre en charge l'organisation de l'ensemble des activités qui font partie des nouveaux systèmes alimentaires nationaux dans les pays périphériques.

En somme, la crise chronique de l'agriculture traditionnelle d'exportation détermine en dernière analyse la crise de l'agriculture fondée sur la rente foncière et sur le profit d'entrepreneur capitaliste. Dans les pays du Tiers Monde, partout où ces deux formes avaient réussi à se maintenir en vertu des prix supérieurs réalisés sur le marché international aujourd'hui, aussi bien la rente foncière que le profit agraire s'avèrent incompatibles avec les impératifs de la nouvelle industrialisation. Inutile de rappeler que, sur ce point, l'agriculture périphérique ne fait que suivre, avec un certain retard, la voie de l'agriculture européenne, telle qu'elle fut définie à partir des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, dans les conditions du modèle occidental de l'industrialisation : modèle familial d'exploitation et de propriété, limitation des grands domaines, recours structurel au crédit et aux subsides de l'Etat. En d'autres termes, la vague de l'industrialisation actuelle dans le Tiers Monde suscite aussi un intérêt grandissant pour le modèle d'agriculture à caractère fondamentalement paysan, familial et coopérativiste (25). Il n'y a pas de doute : la construction d'un système alimentaire national s'impose comme une nécessité en période de crise et d'austérité, et, de ce fait, implique la mobilisation et la mise en valeur de la totalité des forces productives du pays qui fondamentalement s'expriment par la figure économique paysanne (26).

Au Mexique, l'intérêt croissant des milieux industriels et urbains pour une agriculture à caractère paysan, c'est-à-dire pour une production primaire libérée de rente foncière et de profit capitaliste, se manifeste vivement à travers l'idée récente de promouvoir une sorte d'*alliance* entre l'Etat et les paysans. La politique actuelle du système alimentaire va même jusqu'à affirmer que dans cette «alliance», l'Etat devrait accepter de supporter seul le poids technologique et financier de la modernisation agricole, tandis qu'il serait légitime que les paysans soient reconnus comme les seuls bénéficiaires des profits éventuels de cette modernisation. Sans doute, il serait inutile de rappeler qu'il s'agit là d'une générosité gratuite, puisque les profits dans le secteur agraire d'aujourd'hui restent toujours beaucoup plus que problématiques : pratiquement nuls, et souvent négatifs. Cependant, l'idée de la modernisation agricole à travers une «alliance» de l'Etat avec les paysans permet de comprendre, une fois de plus que dans le contexte de la reconversion actuelle, le modèle agricole familial constitue la formule de production qui est de plus en plus considérée par les pays du Tiers Monde comme la mieux adaptée aux besoins de la nouvelle industrialisation (27).

La prise en charge de la production primaire par les paysans, en famille ou en coopératives appuyées par l'Etat, pourra toujours rappeler la vieille proposition des socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle, y compris Marx, l'Association International des Travailleurs et le *Manifeste communiste* (1848), proposition favorable à la nationalisation du sol agricole *en régime capitaliste*. Le système de l'«alliance» proposé aujourd'hui avec l'Etat serait fondé non pas sur la nationalisation du sol, mais sur une «nationalisation» de l'économie paysanne dans les faits. Ce modèle présente incontestablement des avantages certains pour l'intégration de ce secteur dans le système productif national : ce n'est qu'à partir du régime paysan que les pays périphériques pourront espérer parvenir à la constitution d'un secteur agricole

moderne de *type farmer*, voire d'une agriculture fondée sur l'emploi intensif des machines, avec une productivité élevée et croissante et recours systématique au crédit et aux investissements. L'«alliance» préconisée entre l'Etat et les paysans est déjà perçue comme une sorte d'*infrastructure sociale* nécessaire pour les nouvelles orientations de l'agriculture périphérique :

a) L'application des techniques de production modernes dans les champs ne risquerait pas ainsi d'être bloquée par l'insuffisance ou la petite dimension du revenu paysan, puisque l'Etat se chargerait d'investir et parfois même d'imposer la nouvelle technologie qu'il mettrait aussitôt au service des familles ou des coopératives paysannes ;

b) Le travail des membres de la famille paysanne ou des paysans associés en coopérative n'étant pas du travail salarié, il est évident que dans ce régime de production l'effort productif ne fonctionne pas comme un coût, mais plutôt comme un moyen de faire accroître le revenu et augmenter la satisfaction des besoins. Le travail salarié sera toujours limité par le temps et par les coûts pour l'entrepreneur, alors que le travail paysan en général ne rencontre pas de limites de ce genre pour le paysan même.

Inutile de rappeler que le succès de cette opération dépend entièrement de l'initiative productive des paysans : s'ils ont le sentiment de n'être en fait réduits qu'à l'équivalent de simples salariés, le système risquerait dans son ensemble d'être amené à un nouvel échec. Par contre, si le revenu paysan est consolidé avec les soutiens de l'Etat et si le système réussit à assurer au paysan une marge importante sur les capitaux d'Etat qu'il devrait gérer, l'agriculture paysanne pourrait effectivement fonctionner avec une rentabilité sociale croissante, dans le cadre de la logique du système productif national.

Dans les pays périphériques d'aujourd'hui, qu'il s'agisse des pays relativement plus avancés, soit à cause des revenus du pétrole, soit à cause du degré de l'industrialisation, ou qu'il s'agisse des pays à faible revenu, le déclin des recettes internationales provenant de l'agriculture traditionnelle d'exportation finit par imposer comme une nécessité inéluctable la constitution de systèmes productifs nationaux, au sein desquels l'agriculture se transforme en base productive pour la structuration des nouveaux systèmes alimentaires. L'agriculture périphérique devra se convertir à la production d'articles alimentaires diversifiée, fondée sur la polyculture et l'élevage, destinée au marché local, national ou régional. Cette conversion devra se réaliser d'une manière ou d'une autre, tôt ou tard, malgré les contretendances existantes : il est vrai que dans certains pays la structure agro-exportatrice traditionnelle, n'étant pas encore complètement détruite, tente de développer les cultures fourragères destinées aux exportations et cela inévitablement au détriment des cultures vivrières des systèmes alimentaires nationaux (cf. n. 13 et 20).

Le redéploiement agricole général en direction des marchés locaux est, sans aucun doute, à l'origine des modifications importantes au niveau des structures sociales de la production en faveur du modèle paysan, familial et coopérativiste. L'évolution actuelle pose aussi avec acuité le problème

fondamental de la réforme agraire dans tous les pays du Tiers Monde où persistent encore des systèmes latifundiaires et des formes de travail dépendant pour les producteurs direct (28). Cette nouvelle situation pour le Tiers Monde, à son tour, donne lieu à l'essor de nouveaux réseaux d'industries agro-alimentaires, visant à mettre en valeur et à *organiser* les importants *nouveaux marchés alimentaires* en expansion qui se développent en liaison avec l'urbanisation rapide des pays du Tiers Monde.

Les firmes industrielles agro-alimentaires opérant dans le Tiers Monde correspondent souvent à une base financière multinationale (29). Elles interviennent dans le but *d'organiser* non seulement les nouveaux marchés alimentaires urbains, mais aussi les nouvelles structures productives à prédominance paysanne (30). En fait, l'intervention des firmes agro-alimentaires est aussi favorisée par la *fragmentation* extrême du procès de la production qu'implique le modèle paysan : d'un côté il y a la segmentarisation du procès productif depuis la production primaire jusqu'à la consommation finale du produit alimentaire, d'un autre côté il y a le caractère paysan lui-même, qui implique par définition le morcellement du tissu productif. Tant que les paysans ne seront que de simples producteurs primaires et rien de plus, ils auront tendance à observer un comportement de «soutraitants» des firmes industrielles agro-alimentaires. Les agro-industries pourront ainsi commander indirectement, ou même souvent directement, le procès de production primaire. Toutefois, on devrait tout de suite rappeler combien cette situation risquerait de créer des difficultés croissantes pour l'ensemble du système national de production : les agro-alimentaires auront tendance à exploiter non seulement le travail de leurs propres travailleurs industriels, mais aussi à profiter de la faible rémunération des paysans-producteurs primaires. La valeur créée et non récupérée par les paysans ne donne pas toujours lieu à des prix bas pour les articles alimentaires, mais souvent conduit à la concentration de profits élevés dans le secteur de la transformation industrielle. D'où l'effort des agro-alimentaires pendant les dernières années pour absorber la quasi-totalité du produit agricole dans plusieurs pays périphériques (31). Cela étant, il est évident que la connexion étroite actuelle entre les agro-industries et l'agriculture moderne constitue une réalité saillante : nombreux sont aujourd'hui ceux qui en concluent que les agro-industries devraient être intégrées dans la politique agricole et alimentaire et non plus dans la politique industrielle (32).

La nouvelle définition du «secteur alimentaire», avec tout ce que cela comporte en amont et en aval, permet de se rendre compte de l'importance et du caractère stratégique du nouveau pouvoir économique et social en train de se cristalliser dans les interstices agro-alimentaires des sociétés du Tiers Monde. Cependant, la formation de ces nouveaux empires alimentaires dans le Tiers Monde ne risque-t-elle pas de fonctionner à terme comme un nouvel élément de *blocage* dans la constitution des systèmes productifs nationaux ? Les agro-alimentaires, en retenant à l'intérieur du secteur la valeur correspondant au sur-travail paysan, ne risquent-elles de charger excessivement les frais sociaux de fonctionnement du système industriel urbain et donc de contribuer à la détérioration de la position du pays sur le plan de la compétitivité internationale ? La réponse à ces questions est plus qu'évidente...

D'un autre côté, les paysans, s'ils apparaissent comme des sous-traitants des agro-alimentaires, sont aussi des commissionnaires de l'Etat. Il est hors de doute que cette situation risque de mener bientôt à une contradiction grandissante entre les firmes agro-alimentaires d'un côté et l'Etat de l'autre sur le problème de l'appropriation du surplus paysan : ou bien appropriation privée par les firmes ou bien absorption sociale par l'Etat. La possibilité de réaliser des profits exceptionnels concentrés à l'intérieur du secteur fait que les agro-alimentaires pourraient apparaître de plus en plus comme une sorte de *nouveaux rentiers* de l'agriculture : ces firmes, au lieu de faciliter une solution durable du problème alimentaire du point de vue du système productif d'ensemble, risquent de contribuer à l'aggraver encore plus. En d'autres termes, la situation présente favorise le développement des firmes agro-alimentaires, mais ces dernières à leur tour vont finir par bloquer en perspective l'évolution ultérieure de l'ensemble de l'économie nationale.

Dans ces conditions, on pourrait imaginer pour l'avenir un inévitable conflit croissant entre le système productif national d'un côté et les intérêts privés des firmes agro-alimentaires de l'autre (33). Si cette contradiction, déjà manifestée dans les pays du Centre, se confirmait aussi dans les pays de la périphérie, il n'y aurait plus qu'une alternative prévisible pour les politiques alimentaires du Tiers Monde :

- a) Ou bien l'Etat procéderait à la nationalisation de la branche de transformation industrielle, en vue de supprimer le cumul des profits excessifs dans ce secteur. Ceci permettrait certainement de soulager sensiblement les frais de fonctionnement de l'économie urbaine capitaliste et d'améliorer ainsi le degré de compétitivité internationale du système productif d'ensemble ;
- b) Ou bien l'Etat appuierait les paysans, comme producteurs associés dans les coopératives, pour qu'ils accèdent aussi au contrôle du processus de la transformation industrielle et de la commercialisation jusqu'à la consommation finale, en réduisant l'intervention des firmes agro-alimentaires privées.

Dans le cas de la première hypothèse, les paysans risqueraient d'être pris totalement en charge par l'Etat, aussi bien en amont qu'en aval. Cette perspective aurait de fortes chances de réduire le paysan en un simple rouage totalement dépendant et passif dans le procès de la production et donc de l'amener dans une situation en fait comparable à celle d'un travailleur quasiment salarié. Si cela se produisait, le système productif national aurait certainement réussi à supprimer les surprofits des firmes agro-alimentaires et à imposer la rationalité de l'accumulation de capital urbain, selon l'objectif recherché de la compétitivité internationale, mais d'un autre côté, son intervention de type bureaucratique aurait supprimé aussi la possibilité de stimuler et mettre en valeur l'initiative productive des paysans pour un accroissement continu du volume de la production.

Autrement dit, la perspective de la nationalisation du secteur agro-industriel, bien que rationnelle en soi, risquerait de s'avérer en définitive comme étant d'une importance limitée, voire même négative pour le système du capital urbain, notamment à cause des nouvelles barrières qu'elle

pourrait imposer potentiellement à la production agricole et à cause des nouvelles contradictions qu'elle susciterait. Le système social aura toujours besoin de *l'initiative productive* des paysans, notamment dans la phase actuelle de l'industrialisation d'un nombre croissant des pays du Tiers Monde, alors que la solution de la nationalisation rejette forcément les paysans dans la passivité de la quasi-salarisation.

Il ne reste plus que la seconde hypothèse à examiner, celle notamment de la prise en charge du secteur agro-industriel par les associations et les coopératives des paysans eux-mêmes, sous le *contrôle tutélaire* de l'Etat. Cette option aurait l'avantage d'appliquer dans le secteur de la transformation industrielle les mêmes principes fondamentaux qui auraient été appliqués par le système productif national sur l'organisation du secteur primaire. Nous avons déjà constaté que l'élévation du degré de la compétitivité de l'économie nationale dans son ensemble nécessite une importante et croissante offre de produits alimentaires pour la consommation urbaine. Cette offre devrait être abondante, à des prix réduits et, bien sûr, amputés de toute charge autre que le strict coût de la production. Cela étant précisé, serait conforme à la logique des nouveaux systèmes productifs nationaux la politique qui parviendrait à imposer et à consolider la prise en charge par les paysans de l'ensemble des activités économiques faisant partie du nouveau «secteur alimentaire», ce secteur étant entendu dans le sens le plus large possible : depuis les entreprises fournissant à l'agriculture ses moyens de production, jusqu'à et y compris le procès de transformation industrielle et la commercialisation. Dans cette seconde hypothèse, l'investissement dans le secteur agro-industriel, considéré dans son ensemble, ne serait plus le fait d'agents privés ni même des coopératives paysannes, étant donné que la plupart des paysans d'aujourd'hui par définition même ne réalisent pas d'épargne importante. L'investissement alimentaire serait assuré par les moyens de financement public, voire par des moyens de financement que l'Etat mettrait à la disposition des associations paysannes. Les paysans, sous des formes diverses, pourraient ainsi prendre en charge *l'organisation et la gestion* de la totalité des activités productives faisant partie du secteur alimentaire de la société, sur la base d'une rémunération déterminée en fait par la quantité de travail fourni. Cette situation aurait l'avantage pour le système capitaliste de permettre aux paysans de se considérer formellement comme les organisateurs et les gestionnaires du procès de la production. Cette forme d'association entre l'Etat et les paysans permettrait à nouveau de réduire au maximum les frais sociaux de la production alimentaire nationale.

Cependant, l'accession des paysans, sous diverses formes, au procès de la transformation industrielle et de la commercialisation comporte inéluctablement une *unification* du procès de la production alimentaire en général, sous le contrôle formel des paysans. Cette unification risquerait de susciter un désavantage inquiétant pour le système capitaliste d'ensemble : le cumul des fonctions économiques sous le contrôle formel des paysans pourrait apparaître pour le système comme une condition susceptible d'amener à un renforcement du pouvoir économique et social des nouveaux paysans. Si les paysans contrôlent formellement la totalité des procès de

production dans le secteur alimentaire, ils seront bientôt capables de participer activement aussi à la formation des prix alimentaires et d'imposer des prix leur garantissant des revenus familiaux croissants. Cette éventualité ne peut être prévenue que par la constitution d'un secteur alimentaire de nature *hybride* : étatique du point de vue du financement, mais paysan du point de vue de l'initiative productive et de la gestion formelle.

De l'analyse ci-dessus, on déduira deux formes possibles de l'organisation économique et sociale de la production agricole et alimentaire, du point de vue de son intégration dans le système productif national dans les pays du Tiers Monde :

a) Organisation des paysans comme des *quasi-salariés* du système productif national, par l'intermédiaire des monopoles agro-industriels et de l'Etat;

b) Organisation des paysans, comme des *producteurs responsables* de la gestion du secteur alimentaire, sous le contrôle tutélaire de l'Etat.

Il est évident que la seconde forme comporte des avantages, sans les inconvénients de la première, dans l'optique du système productif national du capitalisme périphérique : elle stimule plus l'initiative productive des paysans, tout en autorisant le contrôle étatique de ce secteur par le moyen du financement. Dans ce cas, on pourra imaginer que cette forme aura des chances d'accéder jusqu'à l'*autonomie* complète de l'organisation formelle paysanne, en matière de décision et de gestion. Les limites de cette autonomie seraient exactement les mêmes que pour les autres formes d'entreprise dans la société : d'un côté les conditions de financement et de l'autre les conditions du marché.

Aujourd'hui les voix sont nombreuses, de tous les côtés, pour reconnaître l'intérêt fondamental que représente la mobilisation de l'initiative productive des paysans et la consolidation du contrôle paysan dans le secteur alimentaire, contrôle qui pourrait parvenir jusqu'à l'autonomie paysanne.

On conclura que l'autonomie organisationnelle des paysans sur le plan économique et sociale trouve aujourd'hui son sens dans le fait qu'elle fonctionne au sein d'un système capitaliste global. Mais la même forme d'autonomie pourrait trouver un sens très différent, à partir du moment où elle ferait partie d'un système global différent, par exemple au sein d'un système d'*autogestion généralisée*.

## NOTES

1. La relation entre la restriction des marchés et la hausse monopolistique des prix est déjà soulignée par A. G. Frank, in *Réflexions sur la nouvelle crise économique mondiale*, Ed. F. Maspero, 1978.
2. Les recettes provenant des exportations pour l'ensemble des pays périphériques sont actuellement à la baisse : après avoir observé une progression annuelle de l'ordre de 6,5 % pendant les années 1966-1973, elles marquent depuis un taux annuel de variation moyenne sensiblement inférieur, autour

de 3 %, cf. R. S. Mac Namara, Discours prononcé devant l'UNCTAD V, Philippines, mai 1979. Pour une analyse plus nuancée, il serait intéressant de noter que la baisse relative des recettes d'exportations, bien que générale, touche en premier lieu les pays à faible revenu et en second lieu les pays périphériques à revenu intermédiaire. Plus précisément, la progression annuelle moyenne de la valeur des exportations fut la suivante :

	1960-1970	1970-1980
Pays en Développement à faible revenu	5 %	-0,8 %
Pays en Développement à revenu intermédiaire	5,5 %	5,2 -

Cf. Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde, 1980*. Aussi bien faut-il noter que, selon les estimations de l'ONUDI, la baisse des recettes en devises provenant des exportations amène les pays du Tiers Monde à réduire progressivement leurs importations, cf. ONUDI, *L'industrie dans le monde depuis 1960*, New York, « Progrès et perspectives », 1979.

Une conséquence de cette baisse tendancielle des recettes provenant des exportations est l'augmentation continue du déficit dans les balances des paiements courants pour les pays du Tiers Monde. Le déficit de l'ensemble du groupe, non inclus les pays de l'OPEP, pendant les 6 dernières années, a pratiquement quadruplé : de 11 milliards de dollars a passé à 40 milliards, cf. Gatt, *Le commerce international en 1978-1979*, Genève, 1979.

Le déficit du compte courant des pays du Tiers Monde en tant que pourcentage du PNB s'est accru sensiblement : de 1,6 % du PNB en 1970 pour les pays à faible revenu, il passait à 3,6 % en 1980. Pour les pays intermédiaires du Tiers Monde, pendant la même période, le déficit a passé de 2,5 % à 4 % du PNB, cf. Banque mondiale, *op. cit.* Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le FMI observe : « les déséquilibres croissants des paiements internationaux suscitent des inquiétudes quant à la capacité de certains pays en particulier le groupe des pays en développement non pétroliers, de financer leurs déficits des transactions courantes », cf. FMI, *Rapport annuel, 1980*.

Le groupe des « 77 » pays du Tiers Monde ne manque pas de souligner à chaque occasion que les causes premières pour la situation actuelle dans les pays périphériques sont, d'une part, la baisse des recettes d'exportations et, d'autre part, les mesures restrictives des pays industrialisés limitant directement ou indirectement les importations en provenance du Tiers Monde, cf. FAO, Doc. CFS 77/5, 1977.

Cf. entre autres, UNCTAD, *Arusha Programme for Collective Self-Reliance and Framework for Negotiations*, Manila, May 1979.

Selon les estimations de la Banque mondiale, la dette extérieure totale des pays du Tiers Monde progresse actuellement à des taux sans précédent : de 68 milliards de dollars en 1970, elle passait à 258 milliards en 1977. La Banque prévoit que la dette des pays du Tiers Monde passera à 740 milliards en 1985 et à 1 278 milliards en 1990, cf. Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde, 1979*, Washington, DC, août 1979. Il faudra aussi tenir compte du fait que la dette extérieure des pays du Tiers Monde observe actuellement un taux annuel de progression beaucoup plus rapide que celui de la croissance de leur production nationale : la dette publique extérieure des pays à faible revenu, de 18 % de leur PNB en 1970, passait à 21,7 % du PNB en 1978, alors que celle des pays à revenu intermédiaire, de 10 % du PNB en 1970, passait à 17,6 %, cf. Banque mondiale, *Rapport, 1980*.

5. Les réserves en liquidités internationales auprès des pays du Tiers Monde non exportateurs de pétrole ne cessent de diminuer : à l'exclusion de l'or, les réserves du Tiers Monde, de 23,3 % des réserves mondiales en 1973, passaient à 21,1 % en 1980. En ce qui concerne les réserves en or des pays périphériques elles ont pratiquement stagné depuis 1973, cf. FMI, *Annual Report*, 1980.
6. Cf. FMI, *Ibid.*
7. Les avantages recherchés aujourd'hui sont bien *absolus* et non point «comparatifs», contrairement à l'idée généralement répandue, même au sein des organismes internationaux. En effet, chercher à produire à un coût moins cher que tout autre concurrent à l'échelle mondiale fait référence, sans aucun doute, à l'avantage absolu d'A. Smith. Par contre, le théorème de l'avantage comparatif de D. Ricardo consiste très précisément dans la mise en comparaison des frais de production de deux produits pour le *même pays*. Dans le théorème de Ricardo, chaque pays se mesure par rapport à lui-même ; dans le cadre contemporain de la recherche générale de la compétitivité internationale, chaque pays se mesure par rapport à tous les autres. Il est évident que lorsque aujourd'hui on parle de spécialisation internationale sur la base des coûts de production compétitifs à l'échelle internationale (cf. les objectifs formels de la politique de R. Barre en France ou de Mrs. Thatcher en Grande-Bretagne), en fait il s'agit de la division internationale de la production sur la base des avantages *absolus* et point du tout comparés.
8. Pour un exposé succinct de la politique économique néo-libérale, cf. R. Barre, L'économie française quatre ans après, 1976-1980, in *Revue des Deux Mondes*, septembre 1980.
9. Selon les données de la décennie 1970, on estime que dans la période 1970-1990, la dette extérieure des pays du Tiers Monde a revenu faible devrait se multiplier par 11, tandis que celle des pays à revenu intermédiaire serait multiplier par 21, cf. Banque mondiale, *Rapport*, 1979.
10. Les principes du modèle de la croissance tournée vers l'extérieur ont été codifiés par le président R. Mac Namara en 1971, cf. son Discours prononcé devant le Conseil des Gouverneurs, le 27 septembre 1971, Washington, DC, 1971.
11. L'importance du modèle de l'industrialisation «tournée vers l'extérieur» par rapport au problème de l'élargissement des débouchés du capitalisme métropolitain est mise en avant de manière particulièrement virulente par l'OCDE, cf. OCDE, *The impact of the newly industrializing countries on production and trade in manufactures*, Paris, 1979.
12. Cf. Inter-american Development Bank, *Economic and social progress in Latin America*, Washington, DC, 1978. Selon les estimations de la Banque mondiale et de l'UNCTAD, les termes de l'échange pour les exportations des produits primaires, entre 1953 et 1972, se sont détériorés de 40 % environ, cf. G. Martner, *Producers-Exporters Associations of Developing Countries*, 1979. Les exportations des produits primaires en générale, à l'exclusion des combustibles et des minéraux, ont baissé à peu près de moitié en tant que proportion des exportations totales mondiales, cf. Banque mondiale, *op. cit.*, 1980, et FAO, *Agriculture : horizon 2000*, Rome, 1979.
13. Cependant, on signale les cas des pays, notamment ceux à régime militaire appuyé par l'oligarchie foncière traditionnelle, dont la réplique face à la crise des exportations traditionnelles n'est pas tellement la recherche de l'industrialisation et la conversion alimentaire de leur agriculture au service des nouveaux marchés locaux, mais plutôt, en grande partie, la recherche des débou-

- chés nouveaux* pour les mêmes productions traditionnelles, en vue de maintenir le modèle archaïque. Ce serait le cas, en particulier, des pays du «cône sud» de l'Amérique Latine, avec toute une série d'étonnants systèmes d'alliances internationales qui en découlent, cf. entre autres : X. Luccioni, le parapluie chinois du général Videla, in *Le Monde diplomatique*, septembre 1980. La dimension «agrarienne» du régime argentin actuel est aussi retenue par G. Hillcoat, Le projet économique du gouvernement militaire argentin, in *Socialisme et Economie*, No. 2, avril-mai 1980.
14. La récente querelle franco-britannique sur l'application de la politique agricole commune (PAC) dans la CEE illustre bien les problèmes posés par la montée des préoccupations protectionnistes dans le domaine des produits agricoles en Europe, et en particulier dans les pays avec une population agricole relativement importante. Le sens protectionniste de la PAC apparaît aussi dans le commentaire suivant d'Edgar Pisani : «La politique agricole commune, dans un monde dangereux et instable, aura permis que se développe sur notre continent un système productif qui assure notre sécurité, compense une partie de nos déséquilibres extérieurs, s'annonce comme un régulateur économique efficace», Cf. Rapport Pisani au PSF, in *Le Monde*, 23 février 1980.
  15. Il est certain que le processus des modifications structurelles au sein des économies occidentales, malgré la volonté affichée des responsables des politiques économiques, ne se développe pas trop rapidement : des contre-tendances, de l'ordre notamment de la «résistance des structures nationales existantes», freinent le procès de la reconversion (Cf. les explications de R. Barre, *op. cit.*). Bien que ce retard dans la réalisation du redéploiement au centre soit désigné par les pays du Tiers Monde comme la principale cause de la pérennisation de la crise actuelle (Cf. notamment les positions du groupe des «77» in *UNCTAD, Arusha Programme, op. cit.*, Doc. TD/236), il n'en reste pas moins que certains secteurs des économies occidentales sont déjà considérés comme *définitivement condamnés* par les programmes de redéploiement, quel que fût le degré de rapidité dans la réalisation effective de ces projets.
  16. Le déclin général des exportations agricoles traditionnelles est aussi souligné dans les rapports de la FAO, Cf. *Examen de la situation de la sécurité alimentaire mondiale et de l'adéquation des stocks*, Doc. CFS, 79/7, février 1979 ; Cf. aussi FAO, *Incidence des tendances à long terme de la production, de la consommation et du commerce des denrées alimentaires*, Doc. CFS 80/8, février 1980.
  17. La Conférence de la FAO de 1979 a aussi relevé le phénomène de la conversion actuelle de l'agriculture périphérique dans la direction de la production pour les marchés locaux en expansion rapide, Cf. FAO, *Agriculture : horizon 2000*. Rome, 1979. Par ailleurs, on devrait remarquer que, depuis 1970, les seuls marchés internationaux en expansion notable pour les produits provenant des pays périphériques ne sont que les *marchés régionaux* des pays périphériques mêmes, en particulier ceux des Nouveaux Pays industriels et ceux des pays pétroliers, cf. Banque mondiale, *op. cit.*, 1980.
  18. Tandis que le PIB des pays du Tiers Monde observe un taux annuel de croissance de 3 %—6 %, la valeur des importations alimentaires pour la satisfaction de la demande interne de ces mêmes pays augmente au taux de 20,4 % par an. On estime que les importations céréalières dans le Tiers Monde seront de 93 millions de tonnes en 1985, d'une valeur globale de 15 milliards de dollars. On estime que la valeur des importations céréalières augmente de 22 % par an et couvre déjà 20 % de la valeur de la totalité des recettes provenant d'exportations pour l'ensemble des pays du Tiers Monde. La valeur des importations

alimentaires, de 7 milliards de dollars en 1970, passait à 23 milliards en 1976. La dépense totale en importations alimentaires absorbe actuellement plus de 40 % des recettes en devises des pays périphériques dans leur ensemble, cf. FAO, Doc. CFS 79/7, février 1979. Il est évident que, comme le signale la FAO, les besoins croissants d'importations d'aliments contribuent à diminuer les possibilités des pays du Tiers Monde d'importer des biens d'équipement, de la technologie moderne, des engrais et autres éléments et facteurs de la production, cf. FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture en 1978*, Rome, 1979.

19. Selon les estimations de la FAO, la production alimentaire en Amérique latine progresse actuellement de 3,4 % par an. Toutefois, la croissance démographique y est de 2,8 % par an, ce qui réduit le taux de croissance de la production alimentaire *par tête* à 0,6 % par an. Dans les autres continents du Tiers Monde, la production alimentaire mesurée par tête d'habitant ne progresse pas plus rapidement : elle stagne ou même elle régresse, cf. FAO, *Agriculture : horizon 2000, op. cit.*, Doc. 79/24, juillet 1979. Selon les mêmes estimations, le déficit alimentaire en Afrique n'a cessé de croître, en grandeur aussi bien absolue que relative : de 2 % de la consommation intérieure totale en 1962-1964, il a passé à 10 % en 1972-1974 et serait de l'ordre de 19 % en 1985. En ce qui concerne les céréales en particulier, le déficit céréalier de l'Afrique, de 5 % de la consommation intérieure totale en 1963, passait à 14 % en 1975 et devrait passer à 30 % en 1990 et à 39 % en l'an 2000.

En ce qui concerne l'Amérique latine, ce continent, d'exportateur traditionnel de céréales jusqu'en 1966, s'était déjà transformé en déficitaire de l'ordre de 7 % de sa consommation céréalière en 1975. Ce déficit devrait passer à 11 % en 1990 et à 17 % en l'an 2000. Dans l'ensemble, pour 90 pays du Tiers Monde, le déficit céréalier, de 4 % en 1963, avait passé à 8 % en 1975 et devrait passer à 15 % en 1990 et à 20 % en l'an 2000, cf. FAO, *ibid.*, et aussi J. Chonchol, *Espaces ruraux et planification du développement*, in *Monde diplomatique*, juillet 1979.

20. Le déficit alimentaire croissant du Tiers Monde est aggravé encore plus à cause des intérêts établis dans les circuits agro-marchands du commerce international. Par-delà le cas des régimes militaires avec l'appui des oligarchies locales agro-marchandes, notamment en Amérique du Sud, on pourra citer le cas des pays asiatiques, comme la Thaïlande, qui continuent d'exporter en Europe des quantités croissantes de farine de manioc, au détriment de besoins alimentaires locaux. En Amérique latine, les exportations du *sorgho* et du *soja*, au détriment des céréales pour l'alimentation humaine, connaissent actuellement un remarquable essor. En Afrique, on continue d'exporter pour les besoins alimentaires du bétail européen (tourtaux, arachides, etc.), au détriment de l'alimentation locale des habitants. On estime que, pendant la crise de sécheresse et de famine de 1971-1973, les 8 pays du Sahel (Ethiopie, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Soudan, Tchad) continuaient d'exporter 2-5 fois plus de protéines qu'ils n'en importaient, cf. M. Marloie. L'abondance mal gérée, in *Monde diplomatique*, mai 1980. En général, pendant la décennie 1970, les exportations alimentaires et fourragères du Tiers Monde augmentèrent beaucoup plus rapidement que leur production alimentaire interne :

## Taux annuels moyens de variation (1970-1977) (en %)

	Production Alimentaire	Exportations Alimentaires	Exportations Fourragères
Afrique	1,3	10,56	8,53
Amérique latine	3,4	17,30	30,94
Extrême-Orient	2,9	20,44	19,25
Proche-Orient	3,5	12,75	- 2,21

(FAO, *La situation mondiale de l'alimentation*, op. cit., 1978).

Aussi bien, on devrait noter que, selon les estimations du GATT, entre 1973 et 1977, les exportations alimentaires du Tiers Monde avaient pratiquement doublé en valeur absolue, cf. GATT, *Le commerce international en 1978-1979*, Genève, 1979. Dans ce sens, la Conférence de la FAO fut amenée à admettre les dangers pour la sécurité alimentaire des pays du Tiers Monde qu'implique l'extension rapide des céréales fourragères destinées à l'exportation, cf. FAO, *Agriculture : horizon 2000*, op. cit., cf. aussi S. Cajarville, *New trends in the agrarian development of Latin America*, New Delhi, UNITAR International Conference, March 1980.

L'importance stratégique de la *demande internationale* dans l'orientation et le rythme de la production agricole en Amérique latine est aussi mise en avant par S. Barraclough, *Agricultural production prospects in Latin America*, in *World Development*, 1977, vol. 5 et UNRISD/78/C-3-GE. 78-2257.

21. On rappellera toutefois que les pays du Tiers Monde, ceux qui sont relativement plus industrialisés et à revenu intermédiaire, constituent le groupe le plus touché par l'aggravation récente de la situation alimentaire : en 1960-1963, leur déficit céréalier à couvrir par les importations était de 12,5 % de leur consommation interne, alors qu'en 1977-1979 il passait à 23,3 %, cf. Banque mondiale, *ibid*, 1980.
22. Cf. UNCTAD V, *Arusha Programme*, op. cit., Manila, 1979, et FAO, *Agriculture : horizon 2000*, 1979.
23. La marginalisation sociale croissante concerne certes des grandes proportions des populations récemment installées dans les nouveaux espaces urbains : en Amérique latine ces proportions deviennent même alarmantes, puisqu'elles dépassent 30-50 % de la population urbaine. Toutefois, la population active urbaine n'a cessé de croître régulièrement depuis 1960, ainsi que, par conséquent, la demande des produits alimentaires, cf. Banque mondiale, 1980.
24. La liaison entre la formation des nouveaux marchés alimentaires nationaux ou régionaux dans les pays périphériques et l'irruption des firmes agro-alimentaires industrielles et commerciales est aussi mise en avant par le texte de base de la FAO, cf. *ibid*. Sur le même point, Graciela Gutman conclut formellement que, au moins pour le cas du Venezuela, les firmes agro-industrielles ne produisent qu'exclusivement à destination du marché interne, cf. G. Gutman, *Estrategia transnacional en la agro-industria*, texte ronéotypé, Caracas, Cendes, 1979.
25. Il a été établi que, dans les pays à forte densité démographique, le modèle familial de la production agricole assure l'utilisation la plus intensive du sol disponible et, par conséquent, le volume le plus élevé du produit agricole. Plus l'exploitation a un caractère familial et plus le produit agricole par hectare est élevé. Ceci se confirme aussi dans les trois exemples suivants :

- a) en *Asie*, le Japon, le Taïwan et la Corée du Sud présentent le volume le plus élevé du produit agricole mesuré par hectare cultivé ; en même temps, ces trois pays sont caractérisés par les dimensions moyennes des fermes les plus réduites de tout le continent asiatique ;
- b) en *Afrique*, l'Égypte, le Madagascar et le Sénégal réalisent exactement la même performance : ils combinent le rendement le plus élevé du continent avec les dimensions moyennes d'exploitation les plus réduites ;
- c) en *Amérique latine*, la même performance est réalisée par certains pays de l'Amérique centrale – en particulier le Mexique et le Costa Rica –, mais aussi par le Pérou et la Colombie, cf. Banque mondiale, *Réforme foncière*, 1975.

En général, il est reconnu que la réforme agraire et la constitution d'une agriculture à base paysanne, familiale et coopérativiste, est non seulement un problème de justice sociale, mais aussi et surtout une *condition fondamentale* pour le lancement du développement économique et de l'industrialisation, ainsi que pour la structuration du nouvel ordre économique international. C'est surtout dans le contexte actuel de la crise alimentaire mondiale que la FAO exhorte les pays du Tiers Monde à procéder, partout où cela n'a pas encore été réalisé, à des réformes agraires : il est souligné explicitement que c'est de la solution du problème alimentaire, et donc du problème des réformes agraires, que dépend également le succès des efforts pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international, cf. FAO, *Rapport de la Conférence mondiale sur la Réforme agraire et le Développement rural*, Rome WCARRD/REP, juillet 1979.

Sur le problème de l'insertion sociale de l'agriculture paysanne dans le système capitaliste contemporain, cf. entre autres : J. Tepicht, *Marxisme et agriculture*, Paris, Ed. A. Colin, 1973 ; Cl. Servolin, L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste, in *L'univers politique des paysans*, A. Colin, 1972 ; S. Amin et K. Vergopoulos, *La question paysanne et le capitalisme*, Paris Ed. Anthropos, 2e éd., 1977. Sur le problème de la productivité du travail en régime familial de production, cf. en particulier A. V. Chayanov, *The Theory of Peasant Economy*, Irwin, 1966 ; T. Shanin, *Peasants and peasant societies*, London, 1971 ; K. Vergopoulos, Capitalism and Peasant Productivity, in *Journal of Peasant Studies*, Vol. 5, No. 4, July 1978.

- 26. Selon les estimations de la FAO, 60 % de la population active mondiale dans l'agriculture sont des petits paysans indépendants. Même en Amérique latine, le continent le plus touché historiquement par les latifundia, la grande majorité de la population agricole continue à être composée de petits paysans familiaux, cf. FAO, *Agriculture : horizon 2000*.
- 27. Le programme proposé par la FAO va exactement dans le sens du modèle de l'agriculture paysanne appuyée par l'Etat : «Les gouvernements devront s'attacher davantage aux besoins spéciaux des petits exploitants, des agriculteurs marginaux et des travailleurs agricoles sans terres... Ils devront établir des systèmes appropriés de livraison des facteurs de production et de distribution du crédit ; ... la mise au point de techniques appropriées pour les petites exploitations ; l'établissement des coopératives polyvalentes et des associations de petits exploitants et des travailleurs sans terre... Toutes ces mesures ont un double objectif : il s'agit d'affaiblir et en définitive d'éliminer le pouvoir de ceux qui exploitent les petits cultivateurs et les travailleurs sans terres et, ce qui est tout aussi important, d'accroître les ressources productives dont dispose l'agriculteur. En particulier, les règles actuellement appliquées par les institutions de financement en ce qui concerne le *nantissement des prêts* pourraient être *libéralisées*», cf. FAO, *op. cit.* Il est particulièrement clair que

des mesures préconisées ci-dessus visent à consolider la structure de base paysanne, familiale ou coopérativiste, de la production agricole, en même temps que la pénétration financière et technologique de l'État, dans l'objectif de promouvoir généralement le modèle de *type farmer* de l'agriculture. C'est du succès de ce modèle, croit-on, que dépendra l'issue de l'industrialisation du Tiers Monde, ainsi que la solution du problème du nouvel ordre économique international.

28. Cf. FAO, *Conférence sur la réforme agraire, op. cit.*, 1979.
29. On estime que, depuis 1968, l'investissement transnational dans les activités agro-alimentaires se développe selon un taux annuel de croissance deux fois plus élevé que l'investissement agro-industriel total, cf. G. Gutman, *ibid.*
30. Cf. G. Arroyo, Vers la disparition des activités rurales autonomes, in *Monde diplomatique*, juillet 1979, et J. Chonchol, *op. cit.*
31. G. Gurman affirme que, dans le cas du Venezuela, 35 groupes opérant dans le secteur agro-industriel contrôlent la quasi-totalité de la production nationale des matières premières agricoles respectives, cf. G. Gutman, *op. cit.*
32. Telle est l'opinion d'Ed. Pisani, *Le défi du monde*, Paris, Ed. Ramsay, 1979 ; cf. aussi J. M. Baer et J. Sanchez, Vers le nouvel ordre agricole, un *Monde diplomatique*, août 1980. Il faudrait aussi rappeler que les experts de l'OCDE en matière de politique alimentaire vont même encore plus loin, en proposant d'inclure dans la notion de *secteur alimentaire* «aussi les branches d'activité fournissant à l'agriculture ses moyens de production», cf. OCDE, *Politique alimentaire*, 1980.
33. Déjà dans un pays du centre, la France, les représentants des industries agro-alimentaires se déclarent nettement opposés à la problématique officielle actuelle qui laisse entendre, avec beaucoup d'ambiguïtés, à la possibilité d'inclure ces activités dans la politique du secteur alimentaire. Le président de l'ANIA (Association nationale des Industries agro-alimentaires) s'est élevé pour dénoncer le nouveau projet de *loi d'orientation agricole*, notamment à cause de «la tentation du gouvernement d'imposer un *contrôle de l'agriculture* sur le processus d'industrialisation et de commercialisation». Face au projet du gouvernement français visant le renforcement du contrôle agricole et étatique sur le secteur de transformation industrielle et de commercialisation des produits alimentaires — projet susceptible d'aboutir à la création d'une sorte d'IDI français, sous l'impulsion de l'agriculture paysanne appuyée par l'État —, l'ANIA persiste à réclamer comme une alternative «une véritable politique alimentaire française» qui, bien évidemment, n'aurait de sens pour l'ANIA que si elle était élaborée et mise en application sous le contrôle des firmes agro-alimentaires. Pour suivre ce différent, cf. *Le Nouveau Journal*, 3-5 mai 1979, et *le Monde*, 21 mars 1980.

Dans un contexte analogue, celui de l'agriculture mexicaine pénétrée par les firmes transnationales agro-alimentaires, on se rappellera des affirmations du président J. Lopez Portillo : «L'État ne contrôle pas l'alimentation (au Mexique). Voilà pourquoi nous lançons un système alimentaire national : pour atteindre l'autonomie», cf. Les déclarations du Président mexicain dans *Le Monde* du 17 mai 1980.

**BIBLIOGRAPHIQUES**

- AMIN (S.) et VERGOPOULOS (K.), *La question paysanne et le capitalisme*, Paris, 2e éd., Anthopos, 1977.
- ARROYO (G.), Vers la disparition des activités rurales autonomes, in *Monde diplomatique*, juillet 1979.
- De ALMEIDA, Weid, Les transnationales et l'agriculture, in revue «*Amérique latine*», No. 1, 1980.
- Banque Mondiale, *A perspective on the foodgrain situation in the poorest countries*, 1977.
- Food insecurity : magnitude and remedies, 1978 (Etude de Shlomo Reutlinger, parue dans *World Development*, vol. 6, 1978).
- *Rapport sur le développement dans le monde*, 1979 et 1980.
- *Réforme foncière*, 1975.
- *World Dept Tables*, 1979.
- *Commodity Trade and Price Trends*, 1979.
- BARRACLOUPH (S.), Agricultural production prospects in Latin America, in *World Development*, vol. 5, 1977, et UNRISD/78/c.3.
- BAER (J.-M.) et SANCHEZ (J.), Vers le nouvel ordre agricole ? in *Monde diplomatique*, août 1980.
- BARRE (R.), L'économie française quatre ans après, 1976-1980, in *Revue des Deux Mondes*, septembre 1980.
- CAJARVILLE (S.), *New Trends in the Agrarian Development of Latin America*, Unitar International Conference, New Delhi, March 1980.
- CHAYANOV (A.V.), *The Theory of Peasant Economy*, Irwin, 1966.
- CHONCHOL (J.), Espaces ruraux et planification du développement, in *Monde diplomatique*, juillet 1979.
- FAO, *Agriculture : horizon 2000* C 79/24 juillet 1979.
- *Examen de la situation alimentaire mondiale*, CFS 79/7.
- *Incidences des tendances à long terme*, CFS 80/8.
- *Déclaration des «77»*, CFS 77/5.
- *Examen du niveau de sécurité minimum des stocks globaux*, CFS 77/6.
- *Rapport du directeur général sur l'exécution du plan d'action pour la sécurité alimentaire mondiale*, CFS 80/9.
- *Rapport du directeur général sur l'application du plan d'action pour la sécurité alimentaire mondiale*, CFS 80/9, Sup. I.
- *Examen de la situation de la sécurité alimentaire mondiale*, CFS 77/4.
- *Conférence mondiale sur la Réforme agraire et le Développement rural*, Rome, 1979.
- *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 1978, Rome, 1979.
- FMI, *Annual Report*, 1973, 1978, 1980
- GATT, *Le commerce international en 1978-1979*, Genève, 1979.
- GUTMAN (Gr.), *Estrategia transnacional en la agro-industria. Estudio sobre Venezuela*, ronéotypé, Caracas, CENDES, 1979.
- HILLCOAT (G.), Le projet économique du gouvernement militaire argentin, in *Socialisme et Economie*, avril-mai 1980.
- IDB (Inter-American Development Bank), *Economic and Social Progress in Latin America*, Report 1978.
- KINLEY(D.), COLLINS (J.), MOORE LAPPE (Fr.), *US aid to Asia : an obstacle to Development*, San Francisco, Institute for Food and Development Policy, 1980.

- LUCCIONI (X.), Le parapluie chinois du général Videla, in *Monde diplomatique*, septembre 1980.
- MARLOÏE (M.), L'abondance mal gérée, in *Monde diplomatique*, mai 1980.
- MAC NAMARA (R.), *Discours prononcé devant l'UNCTAD V*, Manila, mai 1979.
- MARTNER (G.), *Producers-exporters Associations of Developing Countries*, 1979.
- OECD, *The impact of the Newly Industrializing Countries on Production and Trade in Manufactures*, Paris, 1979.
- ONU, *L'industrie dans le monde depuis 1960*, New York, «Progrès et Perspectives», 1979.
- PISANI (Edgar), *Le défi du monde*, Paris, Ed. Ramsay, 1979.
- SERVOLIN (Cl.), L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste, in *L'univers politique des paysans*, Paris, A. Colin, 1972.
- SPITZ (P.), Violence silencieuse : famine et inégalités, in *Revue internationale de Sciences sociales*, vol. XXX, 1978 no 4.
- TEPICHT (J.), *Marxisme et agriculture*, Paris, A. Colin, 1973.
- UNCTAD, *Arusha Programme for Collective Self-Reliance and Framework for Negotiations*, Manila, mai 1979.
- UNRISD, *Famine risk and famine prevention in the modern world : Studies in food systems under conditions of recurrent scarcity*, Geneva, 1976, Doc. 76/C.19 GE 77-1621.
- United Nations centre on transnational corporations, *Transnational Corporations in Food and Beverage Processing*, New York, 1980.

## SUMMARY

*The author argues that the present economic crisis, reflected in the underdeveloped countries by unfavourable terms of exchange for raw materials and increases in oil prices, calls for radical changes in the role of agriculture. For the semi-industrialized countries, continued international competitiveness and foreign exchange constraints call for increased domestic food production while for the least developed countries mere survival also demands increased self-sufficiency in food production. Thus, for one reason or another, food self-sufficiency has become a goal for all periphery countries.*

*This Imperative for food self-sufficiency is imposed by the urban economic system in the Third World which is transforming, in varying degrees, the formerly parasitic urban centers into industrial centers. These transformations of urban space imply mutations in the relations between agriculture and industrial sectors in response to modifications of the local demand structure for urban products. While the traditional international demand was essentially for agricultural and mineral raw materials, the new urban demand is directed towards food crops. Secondly, while international demand encouraged monocultural specialization, the new urban demand*

calls for diversification of production and the development of polycultural production. Thirdly, while past urban consumption tended to be predominantly oligarchic and parasitic, the new demand is mass oriented being generated by the increase urban labour force. And finally, while in the past the cost of agricultural production was limited to wages of farm workers, rents and profits remaining intact, under the new system, all social costs are taken into account and competitiveness on the world market calls for the reduction of all costs.

This concomitant mutation in the structure of demand has meant that agriculture is not viewed as merely the production of raw materials but as parts of a process leading to the final industrial transformation of agricultural products for the local urban market. This need for local industrial transformation of agricultural products accounts for increasing presence of transnational agrobusiness in periphery economies.

As a result of the implantation of transnational firms in food-processing, there is a risk that these firms may move directly into the agricultural sector itself given these firms strategies of vertical integration. This process of vertical integration, leading to high profits for transnational corporations, will have adverse effects on the costs of reproduction of labour in the urban areas thus reducing the competitiveness of periphery economies in the world economy. Two options are open for food policies of Third World economies : (a) nationalization of the agroindustrial sector in order to suppress the excessive profits accruing to agrobusiness. This will lower the cost of wage goods and enhance international competitiveness. (b) The state may support control by peasants associations and cooperatives from the farm, through food processing up to retail to consumers thus reducing the role of private agroindustrial firms. The first option, while reducing superprofits and lowering wage goods, may, by reducing peasants to a salariat and by its inherent bureaucratic features, damp the peasant initiative and lead to decline in production. The second alternative, by converting peasants into responsible producers, while containing advantages of the first option, does not have any of the disadvantages. It stimulates the productive initiative of the peasants while permitting state control through its financial means.

The author concludes that while this organizational autonomy is only within a global capitalist system, it can also assume a different form by being a part of different global system of generalized self-management (autogestion).